

Le Courriel d information

n°169 – Mardi 19 septembre 2000.

ALTERNATIVES

Dans ce numéro

En bref...

1- Vers Prague. « La faisabilité technique de l ajustement » est un document dont nous avions déjà parlé en référence d un article. Il a été publié en 1996. Ce document de 42 pages est un peu un livre de cuisine pour réussir à imposer l ajustement structurel voulu par le FMI dans le pays qu on gouverne. Le moins qu on puisse dire c est que tout cela est bien explicite (voir l extrait) et sans doute c est ce qui fait la qualité de ce document pour nous. De nouvelles actions et rappel de celles déjà en cours à la fin de l article.
2- L Autre Sommet. Aura lieu bientôt à Marseille une conférence euro-méditerranéenne pour la promotion d accords de libre-échange dans cette zone. L Autre sommet est un sommet citoyen qui vise à déchiffrer les enjeux et à mettre à jour des propositions concrètes et alternatives.
3- Plan Colombia. Cela se déroule sous prétexte de lutte contre les barons de la drogue...
4- Brèves d OMC. A retenir en particulier les conséquences de l ALENA pour le Mexique et la mise en place des Accords de libre-échange des Amériques...
5- Marche des femmes pour l an 2000. A l occasion de la manifestation européenne du 14 octobre, des propositions en provenance de Tours.
6- Citoyens – Acteurs. ATTAC Liège entreprend cette année tout un cycle de conférences pour aider à mieux cerner les enjeux et à faire de l éducation populaire une arme de lutte.
7- Melbourne. Les mobilisations en Australie ont troublé la réunion du World Economic Forum (Davos).

Vers Prague

La faisabilité technique de l ajustement (OCDE – Christian Morrisson) - Document mis en référence d un article paru dans le Courriel n°161 et difficile à trouver sur le site de l organisation. (Merci à ATTAC Liège et à Jean François de coorditrad@attac.org de l avoir déniché)

Extrait des conclusions
(...) « Les expériences des années 80 nous ont appris, à un prix parfois élevé, qu il ne faut jamais réduire l ajustement à ses aspects techniques. C est une opération politique toujours risquée et il vaut mieux prendre avant le plus de précautions possibles que devoir interrompre un programme à cause de troubles trop graves ou l appliquer au prix d une répression coûteuse en vies humaines. Dans la mesure même où il s agit de problèmes politiques, on ne peut pas donner des réponses précises avec la même assurance que sur un sujet technique. Les nombreux cas étudiés dans le cadre de ce projet nous permettent pourtant de penser que certaines mesures d ajustement sont presque toujours plus dangereuses politiquement que telles autres, ou que des précautions prises avant l ajustement en diminuent significativement les risques. Ce sont



ces conseils de prudence que nous souhaitons rappeler ici en conclusion.

La première conclusion est que beaucoup de mesures prises avant l ajustement peuvent être très efficaces pour diminuer les risques politiques au moment de l épreuve. En réduisant les inégalités de revenu et les corporatismes, on accroît la flexibilité d une société et ses capacités d adaptation aux mesures de stabilisation. En renforçant le pouvoir exécutif par diverses dispositions (mandats longs, coalitions parlementaires stables, référendum, etc.), on lui donne les moyens de mieux défendre sa politique d ajustement. Il faut enfin qu un gouvernement ait des capacités de réaction rapide. En effet, toutes les analyses de cas s accordent sur cette conclusion : le meilleur moyen de minimiser les coûts économiques, sociaux et politiques de l ajustement, c est d ajuster avant la crise financière. Or, pour ce faire, il faut réagir dès que les déséquilibres macro-économiques se développent. Cela suppose des équipes d économistes qualifiés auprès du gouvernement afin que celui-ci mesure toutes les conséquences négatives d une politique de facilité. Cela suppose aussi que le gouvernement sache tirer parti du calendrier électoral : s il vient d être élu, il doit agir sur-le-champ en reportant la responsabilité de l ajustement sur ses prédécesseurs. » (...)
Document intégral :
http://www.oecd.org/dev/publication/cahiers/CAHIER13.PDF

STRASBOURG
ATTAC-Strasbourg organise, a l'occasion du sommet de Prague, le 26 septembre 2000, un rassemblement unitaire, sans doute devant le Conseil de l'Europe a 18H (le Conseil est en Assemblée parlementaire du 25 au 29 septembre). strasbourg@attac.org http://www.local.attac.org/strasbourg

ILE DE FRANCE
1- Pour aller manifester à Prague, inscription aux départs en commun de Paris, renseignements et inscriptions au 01 42 58 82 28, de 18 à 21 H. e-mail : prague2000@ras.eu.org
2- Manifestation le 26 septembre à 18 heures, métro Iéna, à proximité du FMI et de la Banque mondiale (Agir ici - AITEC - Amis de la terre - ATTAC - CEDETIM - CGT - DAL - Ecoropa - Foi et justice Afrique Europe - FSU - Groupe des dix - Solidaires. Chiche ! JCR - LCR - Les Verts. - Marches européennes contre le chômage - MDC - Mouvement de la jeunesse communiste - PCF - Socialisme par en bas - UCJG-YMCA)
3- Sommet de Prague : quels enjeux ? Réunion débat avec la participation de Susan George, Gus Massiah, Bernard Maris, à la Bourse du travail de Paris le 20 septembre, 19h30

L Autre Sommet

Pour un autre partenariat Euro-méditerranéen : Les Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation libérale (Marseille, 9 novembre 2000) secretariat.euromed@attac.org http://attac.org/euromed/

En décembre 1995, les quinze pays de l'Union européenne et douze pays du sud et de l'est de la Méditerranée se sont réunis à Barcelone pour jeter les bases d'un espace euro-méditerranéen. Ils ont mis en place un partenariat assis, pour l'essentiel, sur des accords bilatéraux d'association visant à instituer le libre-échange comme la condition de la paix et de la prospérité partagée dans la zone. Depuis, 2 conférences se sont tenues, à Malte (1997) et à Stutgart (1999), pour accompagner ce "processus euro-méditerranéen". La quatrième est programmée les 13 et 14 novembre prochains à Marseille. Elle réunira les ministres des affaires étrangères, et peut-être les chefs d'Etats des pays partenaires.

La lecture du contenu du partenariat euro-méditerranéen, des accords d'association signés (pour la Tunisie, Israël, le Maroc et les territoires Palestiniens), et l'analyse de leurs premiers effets sur les sociétés des Pays tiers partenaires (PTP), ont amenés, lors du Sommet Social alternatif (Genève, 22-25 juin 2000) une douzaine d'organisations du pourtour méditerranéen à se rassembler autour d'un appel pour les Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation libérale. Ces Rencontres se dérouleront le 9 novembre à Marseille. Elles se fixent de jeter les bases d'un réseau euro-méditerranéen de résistance au néo-libéralisme qui ambitionne de construire une alternative au seul projet de développement (matérialisé par ce Partenariat Euro-Méditerranéen) offert aujourd'hui aux peuples des deux rives de la Méditerranée.

Le Partenariat euro-méditerranéen (PEM) est mal connu du grand public dans son contenu et dans ses objectifs. Les travaux sur les conséquences déjà visibles ou probables du PEM sur les économies et les sociétés des pays partenaires sont peu nombreux et d'une diffusion restreinte. A l'heure actuelle, dans le cadre de l'Appel, plusieurs groupes, au Sud et au Nord, sont au travail sur différents aspects des conséquences de ce Partenariat



(privatisations, éducation, santé, flux migratoires, etc.). D'ici les Rencontres, nous diffuserons une série d'une dizaine d'articles d'analyse d'aspects du Partenariat sur le courriel (contexte géopolitique, historique du processus, accords UE/Tunisie, UE/Maroc, UE/Jordanie, flux migratoires, etc.). Ils seront accompagnés d'informations sur le déroulement de la campagne. Vous pouvez trouver des informations complémentaires sur http://www.attac.org/euromed/ , et nous contacter à secretariat.euromed@attac.org

Appel (en lien) : Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation libérale

Association Mediterranea (Italie) / Association pour une taxation des transactions financières pour une aide aux citoyens (Attac Espagne) / Association pour une taxation des transactions financières pour une aide aux citoyens (Attac France), / Association pour une taxation des transactions financières pour une aide aux citoyens (Attac Maroc) / Center for trade union worker's service (Egypte) / Collectif " Le monde n'est pas une marchandise " Marseille (France) / Coordination nationale des collectifs des sans-papiers (France) / Democracy worker's rights center (Palestine) / Ensemble, se réapproprier l'avenir de la Méditerranée / Institut Nord-Sud (Liban) / Mediterranée Solidaire(s) (France) / Paz y solidaridad (Espagne) / Rassemblement pour une alternative internationale de développement (RAID-Attac Tunisie) / RED - Abolicion deuda externa (Espagne) / Sindacato intercategoriale dei Comitati di base (S.in.COBAS, Italie) / Syndicat National de l'Enseignement Supérieur - SNESup (France)

A Seattle, la société civile s'est mobilisée contre la mondialisation libérale et a fait obstacle à l'impulsion déterminante que le Cycle du millénaire entendait donner à la libéralisation du commerce international. A Bangkok (Appel aux peuples du monde), à Washington (mobilisation contre le FMI et la Banque mondiale), à Genève (Sommet social alternatif) nous avons consolidé la victoire de Seattle.

Pendant ce temps, dans la plus grande discrétion, l'Union européenne travaille à soumettre les peuples de la Méditerranée à la logique libérale. En 1995, la déclaration de Barcelone lançait le partenariat euro-méditerranéen qui prétend instaurer une "prospérité partagée", en Méditerranée, en imposant une zone de libre échange entre les 15 pays de l'Union et les 12 pays de la rive sud. Au travers d'accords bilatéraux, l'Union entend asseoir sa suprématie politique, militaire et économique dans une zone dont les Etats-Unis lui disputent l'hégémonie (Oslo, Dayton). Au prétexte d'assurer "la paix et la stabilité" dans la région, le partenariat euro-méditerranéen a pour projet d'intégrer les économies de la rive sud à celle de l'Union avant 2010, quel que soit le prix que devront payer les populations concernées. Les mesures d'accompagnement n'y changeront rien.

La conférence Barcelone IV, qui réunira à Marseille, en novembre 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays concernés, prétend consacrer ce processus.

Les associations signataires appellent à une mobilisation massive autour des Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation libérale qui se tiendront à Marseille le 9 novembre 2000 pour tirer un premier bilan du processus de Barcelone et tracer les contours d'un autre partenariat.

ß Elles préparent une action citoyenne et développent une contre-expertise sur le volet économique du partenariat euro-méditerranéen : mise en place des zones de libre-échange (ZLE) ; mesures d'ajustement structurel et conséquences sociales.

ß Elles invitent les organisations citoyennes et populaires des deux rives à les rejoindre pour apporter leurs expériences respectives comme autant de "preuves à charge" contre le libre-échange en Méditerranée.

A l'issue de ces Rencontres, une déclaration commune sera présentée publiquement. Sur cette base, nous interpellerons la conférence officielle et inviterons les peuples des deux rives à manifester leur détermination à se réapproprier ensemble l'avenir de la Méditerranée.

BRÈVES

Marseille : les associations se mobilisent pour le Sommet alternatif euro-méditerranéen !

Le Collectif unitaire "Le monde n'est pas une marchandise" fut l'organisateur dans les Bouches-du-Rhône de la manifestation de novembre 1999 contre l'OMC (4 000 manifestants), et le co-organisateur du meeting du 13 juin 2000 avec José Bové et François Dufour à Marseille (3 500 personnes). Il s'associe à la préparation des "Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation


attac

libérale" du 9/11/00, et appelle à une manifestation de rue le 11/11 à Marseille. Il sera présent le 12/9 à la Conférence de presse nationale qui se tiendra à Marseille pour annoncer nos Rencontres de novembre.

Maroc : aggravation de 39,8 % du déficit commercial durant le 1er semestre 2000

La balance commerciale du Maroc a accusé, durant le 1er semestre de l'année en cours, un déficit qui s'est chiffré, selon l'Office des Changes, à quelque 22,6 milliards de Dhs (15,3 Milliards FF), s'aggravant de 39,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ce déficit s'explique par une expansion de 14,8 % des importations au moment où les exportations n'ont progressé que de 3,5 %. Le taux de couverture des importations par les exportations a donc perdu 6,8 points pour atteindre 62,3 % à la fin juin 2000, au lieu de 69,1 % une année auparavant. [Source : Maghreb Arabe Presse (29/8/2000)]

Plan Colombia

Chers amis:
Le Mouvement Eau a pris l initiative de proposer la lettre jointe pour exposer au Président de la République et au Ministre de l Environnement les arguments de ceux qui considèrent que la " guerre biologique " contre les plantations de coca aura des conséquences plus graves que le mal auquel elle s attaque. Pour ceux qui y adhèrent, informez de cette adhésion le Mouvement Eau et Ceudes. Merci de votre attention
Mouvement Eau: moviagua@tutopia.com
CEUDES: gestion@ceudes.org

Les lettres peuvent être remises directement au Président et au Ministre de l Environnement:
Ministre: quejasr@miman.gov.co
Présidence: clospina@presidencia.gov.co

texte de la lettre
A Monsieur le Président de Colombie
ANDRES PASTRANA ARANGO
A Monsieur le ministre de l Environnement
JUAN MAYR MALDONADO

Monsieur le Président
Monsieur le Ministre

La Colombie vit aujourd hui une des périodes les plus critiques de son histoire en tant que République, et pourtant cela peut être l occasion pour les citoyens et les autorités de l Etat de développer en commun un processus à moyen et long terme privilégiant les intérêts communs de notre pays et des pays voisins, prenant en compte les changements et défis qui se produisent de plus en plus rapidement dans le contexte international. Il est évident que les drogues illégales constituent aujourd hui un problème commun qui réclame des solutions efficaces et partagées, et sont un des thèmes les plus sensibles du milieu international.

La composante anti-stupéfiants du plan Colombie approuvé le 3 juillet dernier par le Congrès des Etats-Unis d Amérique et validé par le Président Clinton présente des aspects qui ont provoqué de grandes inquiétudes et de sérieuses interrogations aussi bien dans l opinion publique colombienne que dans de larges secteurs de la communauté internationale. C est ainsi que dans la province colombienne, les remises en question du Plan dues aux incohérences entre les différentes versions diffusées par la présidence de la République, le Département National de Planification et la version de Washington sont notoires et ont été répercutées au Congrès par les sénateurs Orduz et Betancourt.

Malgré la position critique de la version colombienne du Plan[1] face à l échec de la stratégie d éradication des cultures illicites dans les années 90, il est préoccupant de noter que le train de mesures approuvé à Washington prétende éliminer 100% des cultures dans un délai de cinq ans en recourant, en sus des stratégies connues, à celle du contrôle biologique par l usage d herbicides fongiques (champignons). Cette soi-disant stratégie de contrôle biologique n est rien d autre qu une " diffusion de fléau " qui ne saurait prétendre à la sélectivité, car les organismes peuvent subir des mutations génétiques et attaquer d autres espèces telles que les cultures alimentaires ou les plantes sylvestres. Les explications fournies par le gouvernement colombien au Sénat le premier août dernier ne sont pas satisfaisantes pour l opinion publique et ont laissé l impression qu'il existe de grandes différences entre les agendas de Washington et du gouvernement national colombien à propos de la stratégie anti-stupéfiants.

La principale préoccupation est de savoir si les conditions formulées par le Congrès des Etats-Unis, lesquelles furent incorporées comme partie intégrante des critères exigés en matière de droits de l homme pour garantir le transfert des moyens approuvés, seront respectées. En effet, le point D de ces conditions stipule: " Le gouvernement de Colombie est d accord pour



instaurer une stratégie visant à éliminer la production totale de coca et d'opium de pavot d'ici 2005 au moyen d'une combinaison de programmes de développement alternatif, d'éradication manuelle, d'aspersion aérienne d'herbicides chimiques, d'essais d'herbicides fongiques sûrs pour l'environnement et la destruction des laboratoires de traitement des stupéfiants illégaux sur le territoire colombien "[2].

Aucun pays n'a été aussi dévasté par le trafic de stupéfiants que la Colombie. La croissance des foyers de violence et la promotion de sous-cultures basées sur la recherche de l'enrichissement facile, la destruction brutale de nos forêts et jungles tropicales et la distorsion perverse de notre économie sont quelques-uns des graves dommages que le trafic de stupéfiants a provoqués dans une nation en voie de formation. Il est donc urgent pour nous de trouver des manières créatives d'affronter le trafic de stupéfiants dans le cadre d'une responsabilité internationale collective, en recourant à des moyens compatibles avec le respect de la vie et de l'environnement.

Depuis plusieurs années, sous l'égide du gouvernement des Etats-Unis, le Programme des Nations Unies pour le Contrôle des Drogues (UNDCP) instaure le programme SCOPE (Stratégie pour l'éradication de la coca et du pavot), qui vise particulièrement à l'application du " contrôle biologique " comme instrument d'éradication des cultures de pavot en Ouzbékistan et tend à désigner la Colombie comme axe expérimental de l'usage d'agents biologiques pour l'éradication des cultures de coca en région andine. Nous savons que la première étape de l'application de cet instrument est précédée d'un accord entre le pays visé et les Nations Unies (UNDCP) pour l'expérimentation d'" agents biologiques ". Pour l'Instant, selon les versions du Département d'Etat des USA et de l'ambassadeur des USA en Colombie, la signature d'un accord entre le gouvernement de Colombie et les Nations Unies (UNDCP) représente le premier pas vers l'application du Plan Colombie dans sa version de Washington.

Comme vous le savez, Monsieur le Président de la République et Monsieur le Ministre de l'Environnement, l'avant-projet de l'UNDCP préparé à Vienne en 1999 faisait directement allusion au contrôle biologique par l'utilisation d'une variété spéciale du champignon Fusarium oxysporum à fin d'expérimentation sur le territoire colombien, antichambre de son utilisation à grande échelle pour l'éradication des cultures illicites. Le projet mentionnait un immense intérêt des autorités colombiennes pour l'usage de ce champignon.

Tenant compte du précédent refus, en 1999, d'un projet similaire des autorités anti-stupéfiants des Etats-Unis pour l'éradication des cultures de marijuana dans les Everglades (Etat de Floride), étant donnés les risques de mutation et de libération de toxines fongiques potentiellement dangereuses pour les écosystèmes et la santé humaine et animale, le projet de l'UNDCP pour la Colombie dans sa première version a été dénoncé par plusieurs organisations internationales de défense de l'environnement comme attentatoire à la santé humaine et à la biodiversité.

C'est pourquoi l'UNDCP et le gouvernement des Etats-Unis ont éprouvé le besoin de remanier l'accord, de façon à le présenter à l'opinion publique internationale comme une initiative du gouvernement colombien.

Bien que, d'après vos déclarations publiques, vous vous soyez apparemment opposés à la version originale de l'accord avec l'UNDCP et particulièrement à l'usage du Fusarium oxyporum, sous la responsabilité du ministère de l'Environnement, l'Institut amazonien de recherches scientifiques SINCHI et l'Institut de recherche de ressources biologiques Alexandre von Humboldt ont préparé le projet " Méthodes Alternatives, Intégrales et Productives de Protection de la biodiversité dans les zones affectées par la culture de coca et son éradication ". La version de juillet 2000 du projet, conçue en principe pour prendre effet au mois d'août, établit comme première composante l'" Identification de mécanismes biologiques sûrs pour l'environnement pour l'éradication des cultures d'Erythroxylum coca[3], ce qui inclut la recherche d'agents biologiques locaux sans pour autant être moins nocifs si on tient compte de l'existence d'espèces telles que le D-437, originaire du Caucase, qui pousse en Colombie et est catalogué par les scientifiques comme très dangereux.

Cette position prise par le Ministère de l'Environnement est un premier pas (dangereux) vers l'introduction en Colombie d'agents pathogènes désignés de façon irresponsable comme faisant partie d'un contrôle biologique et exonère le gouvernement américain d'éventuelles violations du Traité International sur les armes biologiques et toxiques.



En examinant les déclarations publiques effectuées par le ministère de l'Environnement, nous ne trouvons aucun argument sensé permettant aux habitants de la région andino-amazonienne d'acquérir la certitude que les autorités colombiennes prennent les décisions correctes dans l'intérêt d'un territoire qui, de par sa biodiversité complexe, fait partie intégrante du patrimoine de l'humanité.

Les doutes à propos des risques pour la santé publique, la sécurité de l'alimentation et de l'environnement qu'éprouvent des membres de la communauté scientifique nationale et internationale, tout comme l'absence de consultation de la communauté pour des décisions qui l'affectent nous amènent à exiger de vous de façon ferme et catégorique, Messieurs le président de la République et ministre de l'Environnement, de vous engager officiellement auprès de nous autres Colombiens à ne développer aucun type de recherche et/ou expérimentation d'agents biologiques ou chimiques d'éradication de cultures illicites sur notre territoire.

L'éradication manuelle concertée avec les communautés est la seule méthode socio-économique et environnementale sûre, qui ne porte pas atteinte à l'Etat social de droit et qui suscite des processus de participation citoyenne à des projets communs. C'est la raison pour laquelle nous exigeons le respect de la législation nationale et internationale en vigueur et des accords internationaux ratifiés par l'Etat colombien. Nous vous invitons à appliquer le principe de précaution, à savoir « prévenir » la plantation de cultures illicites en vous attaquant aux causes et en appuyant les projets alternatifs intégraux qui utilisent rationnellement la biodiversité et qui suscitent des ressources différentes de celles provenant de l'économie illégale des drogues. C'est par cette méthode qu'on pourra éviter les éventuelles conséquences socio-économiques, environnementales et les conflits avec les autres pays de la zone amazonienne.

Il est de votre devoir, docteur Andres Pastrana, en votre qualité de Président de la Colombie, et docteur Juan Mayr, première autorité environnementale du pays et président de la Commission de Développement des Nations Unies, d'éviter l'usage d'armes ou « agents » biologiques, qu'ils soient étrangers ou locaux, tout comme celui de substances agro-toxiques dans le contexte de la guerre contre le trafic des stupéfiants et la subversion. Cela provoquerait une catastrophe irréversible et sans précédent, avec des conséquences néfastes pour l'espace de vie des générations présentes et futures.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président et Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Nom
Signature

[1] Plan Colombie - Renforcement institutionnel et développement social 2000-2002, Présidence de la République, Département National de Planification.

[2] Loi HR4425 (chapitre 2 section 3201) conditions d'assistance à la Colombie. Signature le 13 juillet 2000

[3] Méthodes Alternatives, Intégrales et Productives de Protection de la Biodiversité dans les Zones affectées par la Culture de la Coca et son Eradication, juillet 2000, p.10.

CEUDES Corporación Unidades Democráticas para el Desarrollo / Corporation des Unités Démocratiques pour le Développement e-mail: gestion@ceudes.org - web: www.ceudes.org

Traduction: Nicolas Fournier & Josée Faucon
Traducteurs-trices bénévoles
coorditrad@attac.org

Brèves d'OMC

"Ma conclusion est que le lancement d'un nouveau round devient extrêmement difficile et ne pourrait advenir que si une pression permanente sur les gouvernements provoquait une volonté politique nécessaire pour prendre position dans des secteurs délicats" (M.Moore, Conférence donnée avec le soutien de la « Fed. » de Kansas City, Août 2000)

L'OMC de plaint du rapport des Nations-Unies l'ayant qualifié de "cauchemar".

Le Vice-Pdt adjt de l'OMC s'est plaint des termes, de la méthodologie et des principales conclusions apparaissant dans ce rapport. Il rappelle que toutes les décisions de l'OMC sont prises par consensus, dont les 2/3 des membres émanent des PVD. Il se déclare surpris que l'OMC n'ait pas été consultée pendant la préparation de ce rapport et propose de rencontrer les 2 rapporteurs de façon informelle. Le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, dans sa réponse, a souligné que le rapport



émanait de 2 experts indépendants et qu'il était en cours d'examen.

La nouvelle zone de Libre-échange Sud-Américaine menace-t-elle la future FTAA ?

Les 10 pays du Cône Sud de l'Amérique regroupant les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay; le Bolivie et le Chili lui étant associés) et ceux de la Communauté andine (Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou et Bolivie) ont indiqué dans un communiqué commun vouloir arriver à une seule zone de libre-échange, fusionnant les 2 blocs, à partir de Janvier 2.002. Le Pdt Cardoso du Brésil a déclaré que les pays de la région n'étaient pas prêts à ouvrir davantage leurs économies si des négociations ne leur donnaient pas davantage accès aux pays riches, dont le protectionnisme a été sévèrement ressenti par les économies latino-américaines. Les autorités commerciales ont essayé de calmer les craintes que cette intégration régionale se présente comme une menace pour la future FTAA (Zone de Libre-échange des Amériques) qui doit recouvrir l'ensemble des 2 hémisphères et dont le lancement est prévu en 2005. Le développement des infrastructures dans cette région, qui doit faire face à des barrières géographiques considérables, est particulièrement concerné par cet accord, ce qui a alarmé les environnementalistes qui craignent la surexploitation de ses richesses naturelles et de sa biodiversité.

Par ailleurs le Mexique, déjà membre de l'Alena, désire resserrer ses liens avec ses voisins du Sud, notamment dans les domaines politique, culturel et stratégique.

Accord sur les Droits à la Propriété Intellectuelle (TRIPs)

Le gouvernement militaire pakistanais a annoncé, après la visite de M.Moore, avoir finalisé le texte de sa loi sur les Brevets. M.Moore a assuré le gouvernement pakistanais de son aide [financière] pour construire la capacité du pays pour mettre en application les accords de l'OMC. Les ONG locales exigent davantage de participation de la société civile dans le processus, ces lois pouvant affecter l'offre alimentaire et rendre les médicaments essentiels hors de prix.

Pendant ce temps, les USA ont indiqué que, s'ils n'étaient pas opposés à la réouverture de discussions sur les TRIPs, ils sont plus intéressés à s'assurer que les autres pays tiennent leurs engagements sur ce sujet. En effet les PVD poussent à l'ouverture d'une révision de ces accords afin de redresser le sérieux déséquilibre, que beaucoup mettent en avant, par rapport aux objectifs de développement de l'Uruguay Round.

Guerre de la baleine entre les USA et le Japon

Les USA ont menacé de boycotter un certain nombre de réunions internationales et d'appliquer des sanctions commerciales au Japon, qui vient de reprendre la chasse à la baleine dans le nord-ouest Pacifique. Le Pdt des USA peut imposer des sanctions contre des pays violant les règles de l'IWC (Commission Internationale sur la Baleine) ou la Convention sur le Commerce International des Espèces Menacées. Ces pénalités pourraient toucher un grand nombre de produits de la mer japonais importés aux USA et d'un montant d'environ 800 M$/an. Pour être exécutées, elles doivent néanmoins être "sanctionnées par le GATT".

Bien que prétendue chasse à "but scientifique", la vente de la viande de ces animaux, après leur passage en laboratoires de recherche, a rapporté 6.7 M$ en 98 au gouvernement japonais.

Le Mexique perd dans un litige soumis à l'ALENA et concernant des produits dangereux

Pour la première fois depuis la création de l'ALENA, une société privée a eu gain de cause dans un litige avec un gouvernement étranger. Cette entreprise US (Metalclad Co) a ainsi pu recevoir 16.7 M$ de dédommagements du gouvernement mexicain. (elle en avait réclamé 90).
Le gouvernement d'un Etat régional lui avait refusé d'exploiter un site local de déchets présentant des risques. Les Mexicains ont fait valoir que Metalclad, qui avait été autorisé à acheter le terrain à condition de le débarrasser de ses déchets, s'était vu retirer l'autorisation après qu'elle ait décidé d'agrandir le site et lorsque des plaintes de la population locale se sont accumulées faisant état de maladies chez les bébés. Le site avait été plus tard transformé en réserve écologique par le gouvernement de l'Etat.

Le tribunal de l'ALENA n'a accordé à la société que le coût réel de ses investissements de départ en dédommagement.

Mais ce cas peut avoir des répercussions dans le cadre de poursuites pour expropriation. Ainsi Methanex, une Société canadienne poursuit les



USA pour l'interdiction du MTBE, un additif de pétrole à base de méthanol. SD Mayers, fabricant US de PCB, poursuit les Canadiens pour leur interdiction de PCB . Pendant ce temps Greenpeace et le Groupe d'Action de Bale ont demandé au Canada l'arrêt total des importations de PCB des USA en conformité avec la Convention de Bale; (qui prévoit qu'elles ne peuvent se faire dans les pays ne disposant pas des "capacités techniques et des facilités nécessaires" pour cela). Cette mise en garde fait suite à l'envoi au Canada le mois dernier d'une mission US de l'Agence de logistique du Ministère de la Défense en vue d'en étudier la possibilité. Différentes autorités canadiennes (l'Ontario, le Port de Vancouver et le Ministère de l'Environnement) en ont déjà rejeté la perspective.

Réunion d'un groupe de contact de la FAO sur les ressources végétales génétiques.

La session a établi les bases pour pouvoir fournir, en harmonie avec la Convention sur la Biodiversité, des éléments techniques aux discussions de l'OMC sur les TRIPs concernant les ressources végétales génétiques en alimentation et en agriculture. (PGRFA)

Ce groupe (auquel le Brésil, le Canada, la Chine, le Japon, la Malaisie et les USA ne font pas partie) a pour but de s'assurer que les ressources végétales génétiques (spécialement les espèces d'importance économique et sociale dans le présent ou l'avenir) sont explorées, collectées, conservées, évaluées, utilisées et rendues disponibles à des fins scientifiques.

L'Inclusion d'une "clause de sauvegarde" pour répondre aux droits de propriété intellectuelle, disposition qui soumettrait le comité de la FAO aux engagements internationaux déjà existants, tels que les règles de l'OMC, a soulevé d'emblée un vif débat en son sein et ses conclusions doivent être encore discutées avant la date d'échéance de ces discussions fixée à Novembre 2.000 pour le 119° Conseil de la FAO.

Le plus grand obstacle à surmonter avant cette date est de finaliser la liste des récoltes couvertes par ce qu'on appelle le "Système Multilatéral" en vue de faciliter l'accès aux PGRFA.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Marche des femmes pour l'an 2000

Un Collectif 37 des droits des femmes auquel participent des syndicats, des partis politiques et des associations vient d'être constitué à l'occasion de la préparation de la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la précarité. Les raisons de lutter pour les femmes, ici et partout dans le monde, ne manquant pas, ce collectif projette de continuer d'exister après la Marche. Une première initiative a été prise: afin d'être à Bruxelles le samedi 14 octobre au matin, un car partira de Tours, le vendredi 13 octobre à minuit. Le retour est prévu le samedi à minuit. Nous pourrons ainsi participer à toutes les manifestations prévues à Bruxelles. Pour plus d'informations, en particulier concernant les lieux de rendez-vous pour le car, vous pouvez appeler aux heures de bureau le 02 47 61 27 99 et demander Sophie.

Coût du car, aller-retour, par personne : 230 F. (Nous devons être 45 pour que ce transport par car soit possible à ce tarif).
Sylvie Marchais tours@attac.org

Pour l'Ile de France, merci de contacter le groupe thématique femmes.paris14@attac.org

Citoyens - Acteurs

Liège-ATTAC propose un cycle de conférences et de formations de septembre 2000 à juin 2001. Au Centre du Beau-Mur ; Rue du Beau Mur 48 ; 4000 Liège (Grivegnée) ; Belgique

Face à un discours néolibéral dominant, opérant avec des moyens de diffusion à l'échelle de la planète et soutenu par des ressources financières renouvelables, nous avons à nous conduire en CITOYENS "ACTEURS de notre destinée ", si nous ne voulons pas, la conscience aveuglée, être menés comme des moutons de Panurge. Que faire ?

Les fondateurs d'ATTAC nous l'ont proposé dans la plate-forme du mouvement adoptée les 11 et 12 décembre 1998 et redit à l'occasion de l'assemblée générale d'ATTAC-France en octobre 1999. Il s'agit de nous INFORMER sur la réalité de cette guerre économique mondiale où nous sommes plongés bon gré mal gré. D'ANALYSER les mécanismes utilisés par les protagonistes, de COMPRENDRE les enjeux dont nous subissons les conséquences. De nous FORMER afin d'être capables de nous opposer à ce qui nous menace et de tenter, sur le long terme, une "mondialisation alternative "par des ACTIONS permanentes et solidaires que chacun aura à



choisir en fonction de ses options et de ses capacités. Aussi notre collectif de travail, avec les moyens modestes à notre portée, propose, pour ce premier cycle, six EXPOSES sur des thèmes majeurs d'ATTAC, chacun suivi de QUESTIONS et d ECHANGES.

Le mardi 12 septembre à 20 h -Vincent ESPAGNE Administrateur de l Observatoire de la Mondialisation , exposera "Comment soumettre l Organisation Mondiale du Commerce aux citoyens du monde "

Le mardi 7 novembre à 20 h -Jean François RAMQUET Economiste chez Ecolo, expliquera que penser de "L harmonisation fiscale européenne ".

Le mardi 12 décembre à 20 h -Jean Christophe LE DUIGOU Membre du bureau confédéral de la CGT, parlera de "Participation, intéressement, actionnariat ouvrier ...fausses raisons et vrais dangers. "

Le mardi 16 janvier 2001 à 20 h -Eric Toussaint Président du CADTM démontrera "Du Nord au Sud, l'endettement dans tous ses états "

Deux autres exposés auront lieu en mars et en mai 2001.Les sujets et le nom des conférenciers seront communiqués ultérieurement.

Nous avons besoin de votre présence pour travailler ensemble. Aussi avons-nous convenu qu'AUCUN DROIT D ENTREE ne sera demandé afin que chacun, quels que soient ses moyens de l heure, soit des nôtres. A ceux qui le peuvent, nous proposerons une PARTICIPATION LIBRE AUX FRAIS.

-....Ce qui est effectivement un PRINCIPE FONDATEUR de notre association : pour nous, l'action et le militantisme ne sauraient être conduits tête baissée ou à partir de simples slogans, sans connaissance des tenants et aboutissants. Pour agir, il faut d'abord s'approprier les mécanismes que l 'on prétend combattre, et cela exige un minimum de travail. Du tract au livre, en passant par la pétition, L EXIGENCE DE RIGUEUR DOIT ÊTRE PERMANENTE ... C 'est le souci de produire et diffuser UNE INFORMATION IRREPROCHABLE qui nous a conduits à prévoir, parmi nos instances statutaires, un Conseil scientifique fonctionnant EN TOUTE INDEPENDANCE.- (Tout sur Attac, p64 -Les petits livres n ° 29 Editions Mille et une Nuits)

Encore une date à retenir : Jeudi 5 octobre 2000 à 20 heures A la Salle Académique de l Université de Liège, Place du XX Août à Liège - SUSAN GEORGE Présidente de l Observatoire de la Mondialisation, Vice Présidente d'ATTAC, et auteur du Rapport Lugano aux Editions Fayard "De Seattle à Prague :Mondialisation citoyenne " Organisé par le CADTM,en collaboration avec ATTAC, le polygone du Libre Examen et les Amis du Monde Diplomatique.

Information parue dans "Liège-attac", bimestriel n° 8 d'août septembre 2000 "Liège-attac" Pour en savoir plus, contacter liege@attac.org

Melbourne

Les trois jours de protestations contre le Forum Économique Mondial pour l'Asie/Pacifique, qui s'est tenu à Melbourne (Australie) du 11 au 13 septembre, touchent à leur fin. Celui-ci se tenait dans le Crown casino, c'est un résumé assez singulier de la manière dont les puissants envisagent l'économie, c'est-à-dire comme un jeu de hasard où tout le monde croit avoir sa chance, exemples à l'appui du dernier millionnaire du loto ou du RMIste qui monte son entreprise. Mais l'argent va globalement dans le sens inverse de l'impôt: Ceux qui en ont déjà en ont encore plus. En ce qui concerne l'environnement, ce jeu ressemble plus à la roulette russe. La manif' s'est bien passée, le but du jeu était d'empêcher les délégués d'accéder au forum et le premier jour, deux tiers seulement des participants étaient présents au forum. Des questions se sont posées quant à la légitimité de cette action, s'en tenir à une manif' sans blocus aurait fait autant parler de nous sans détourner les médias sur l'intolérance des manifestants, présentés comme opposés à la libre expression, et les violences policières. En effet, la police a chargé quelques fois pour faire entrer en force des bus. A part cela, tout s'est passé vraiment calmement et dans une bonne ambiance, avec musique, marionnettes, théâtre et ateliers politiques en tous genres...

Madame Vandana Shiva, directrice de la fondation indienne pour la politique de recherche en science, technologie et nature, a opté pour une autre solution en participant au forum et en exposant un poids de vue très critique de la manière dont la globalisation atteint son pays (voir résumé en anglais). Elle a également lu un communiqué que les manifestants lui ont fait parvenir. Son action a eu un écho autrement plus positif dans la presse et l'opinion, tant parmi le public que parmi les délégués. La région se relève à peine de la crise de 1998 et



moins rapidement que prévu. Une proportion conséquente des conférences n'affichait pas totalement l'angélisme béat habituel, des délégués acquis à la cause de la globalisation comme divers ministres et professeurs d'économie invités, ont souligné les dangers de la globalisation: le plus grand risque de crises, l'accroissement des inégalités (ministre japonais du commerce et de l'industrie) qui n'est plus présenté comme positif, l'appauvrissement culturel, ou la nécessité d'un programme adapté à chaque situation et échelonné à moyen terme plutôt que le traitement de choc uniforme généralement imposé par le FMI. Des délégués de l'industrie, pour qui "un risque est avant tout une opportunité" (sic), ont par contre analysé le ressentiment anti-mondialisation strictement comme un problème de communication, il s'agit d'expliquer au public ce que sont la banque mondiale, l'OMC et le Forum Économique Mondial de manière à ce qu'ils comprennent tout le bien que lui veulent ces philanthropes désintéressés. Car c'est ainsi que les délégués du FÉM se voient, ce ne sont pas des imbéciles mais quand après une enfance aisée et une bonne université on passe directement dans la bureaucratie d'une Organisation internationale telle que le FMI, un ministère ou le conseil d'administration d'une multinationale, on trouve effectivement que "le FÉM est une organisation à but non lucratif, indépendante et impartiale, liée à aucun intérêt partisan, politique ou national." (http://www.weforum.org) Pour un peu on la trouverait démocratique si on oubliait la plèbe. Et ses objectifs sont nobles: "promouvoir un environnement propice aux investisseurs dynamiques". Il faut croire que représenter les intérêts des femmes, des travailleurs, des peuples indigènes, de notre environnement, de nos cultures et de nos ressources naturelles n'est pas propice aux investisseurs dynamiques... Beaucoup de pédagogie serait effectivement nécessaire pour convaincre les millions de personnes en Asie/Pacifique que la crise qui les frappe est avant tout due aux décisions politiques protectionnistes et rétrogrades de leurs dirigeants, qui osent parfois fonder leur jugement sur autre chose que la jauge économique, plutôt qu'à l'instabilité intrinsèque des marchés. Le public n'est pas persuadé que la question essentielle reste "comment cela peut-il être profitable à l'industrie," le moto qui revient dans presque toutes les conférences.

Pour plus d'info, le site officiel du forum et de la manif':
http://www.weforum.org
http://www.s11.org

Christian Mercat mercat@bok.net

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

- Mardi : LIEGE – ROCHEFORT – LE MESNIL ST DENIS – BAGLOS SUR CEZE – PARIS 14
- Mercredi : PARIS 11 – METZ
- Jeudi : PARIS 11 – ST PIERRE D'AVELARD – SAINTE CLOTILDE – CHARENTE (5 VILLES) – PAU – BOURGES – PARIS (CONFERENCE « PRAGUE »)
- Vendredi : RUELLE SUR TROUVE – CHARENTE (5 VILLES) – ORLEANS – PARIS NORD OUEST